

Pôle Protection des Populations  
18 Avenue Maréchal Joffre  
Cedex  
81013 Albi

Albi, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STE TUELACAU**

Route de Murat  
81230 Lacaune

Références : 24-D12-5700  
Code AIOT : 0006802302

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement STE TUELACAU implanté Route de Murat 81230 Lacaune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Contrôle dans le cadre du plan annuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STE TUELACAU
- Route de Murat 81230 Lacaune
- Code AIOT : 0006802302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Établissement bien entretenu.

L'exploitant doit présenter un dossier de réexamen IED, une demande d'un délai complémentaire jusqu'au 30 juin 2025 pour sa production a été demandée.

Une convention concernant les équipements connexes est en cours de validation y compris pour la STEP.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17	Demande d'action corrective	2 mois
8	Prélèvement eau (autre)	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 24	Demande d'action corrective	2 mois
11	Rejet direct	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 27	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	épandage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 31	Demande d'action corrective	2 mois
14	VLE Azote et phosphore	Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I2	Demande d'action corrective	3 mois
15	Déclaration des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10	Sans objet
4	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14	Sans objet
6	Connaissance des produits, Etiquetage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 18	Sans objet
7	Retention des stockages de déchet et de sous-produit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19	Sans objet
9	Réseau de canalisation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25	Sans objet
10	Pré-traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26	Sans objet
12	Stockage et traitement des déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La station d'épuration (STEP) fait l'objet d'une attention particulière au regard de certains résultats non-conformes, néanmoins, l'exploitant est déterminé à trouver des solutions afin de remédier aux difficultés.

Une convention est en cours de finalisation entre la SA TUELACAU et l'atelier de découpe VALTEC FRANVIAL (établissement contigu à l'abattoir) en ce qui concerne le traitement des effluents de VALTEC par la STEP.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle de l'accès

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'ensemble de la zone est clôturée et comporte des portails empêchant l'accès aux personnes étrangères. Les animaux ne peuvent s'échapper de l'enceinte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.  L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant nous a fourni les contrôles (Q18 et Q19) réalisés du 23/09 au 25/09/2024 par l'APAVE, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'abattoir,</li> <li>• station dépuration,</li> <li>• chambre de congélation,</li> <li>• groupes froid.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Nous faire parvenir les éléments de levée d'anomalie relevées par les rapports.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours.  L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte



<p>Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réaliser une vérification des extincteurs (71) par la société EUROFEU SECURITE (Q4) le 30/09/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Réseau de collecte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le réseau de collecte est séparatif.</p> <p>L'établissement dispose d'une cuvette de rétention des eaux susceptibles d'être polluées (eaux d'incendie) de 120 m3.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Cuvettes de rétention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</p>

dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;  
dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

**Constats :**

Certains bidons de produits de nettoyage/désinfection ne disposent pas de bacs de rétention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Nous fournir les éléments nous permettant de lever cette non-conformité (photos et/ou bon de réception de bac de rétention).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Connaissance des produits, Etiquetage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.

**Constats :**

L'établissement nous a présenté le registre des produits détenus, ainsi que les fiches de sécurité de ceux-ci.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Rajouter une colonne concernant l'emplacement des produits détenus au niveau du registre des produits.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Retention des stockages de déchet et de sous-produit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.</p> <p>Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.</p> <p>Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.</p> <p>Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.</p> <p>L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.</p> <p>A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Contrôle partiel de l'item -</p> <p>L'aire réservée aux fumiers, refus de dégrillage, contenus digestifs, soies, onglons et boues déshydratées est implantée sur une dalle bétonnée étanche et couverte (protection contre les intempéries). Les jus d'écoulement (égouttage) sont repris dans le réseau et renvoyés en tête de prétraitement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Prélèvement eau (autre)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les ouvrages de prélèvement d'eau, visés aux articles 22 et 23 ci-dessus, sont munis d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats, consignés dans un registre éventuellement informatisé, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations</p>

classées pour une durée définie dans l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b>  Le forage dispose d'un relevé de consommation. La consommation dépasse les 100 m3/jour, le relevé doit être effectué journalièrement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Nous fournir les éléments correspondant au relevé journalier des consommations d'eau (registre journalier des consommations d'eau).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Réseau de canalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  On entend par effluents :  les eaux résultant de l'activité (process, lavage) ; les eaux vannes (sanitaires).  Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage.  Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant nous a fourni les plans à jour du réseau de canalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Pré-traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b>



L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.

Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.

Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

#### **Constats :**

L'établissement dispose d'un système de pré-traitement comportant :

- dégrillage,
- tamisage,
- dégraissage.

Ainsi que deux bassins tampons.

Ces dispositifs permettent les prélèvements et la mesure du débit.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 11 : Rejet direct**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

#### **Prescription contrôlée :**

Concernant les dispositions générales pour la fixation des valeurs limites d'émissions dans l'eau, les dispositions de l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;
- suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ou en rendement indiquées en annexe I du présent arrêté.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers

<p>d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement dépend des SAGE du bassin Agout du 15/04/2014 et du SDAGE du 10/03/2022 (2022/2027).</p> <p>Les auto-contrôles effectués font apparaître des dépassements récurrents concernant les DCO demande chimique en oxygène, P. Total phosphore et NGL Azote</p> <p>L'exploitant a procédé à la mise en route de l'aération dans les bassins tampon, mise en place d'une sonde O2 neuve, augmentation débit chlorure ferrique...</p> <p>Il est à noter que l'exploitant est en recherche de solution depuis septembre 2024 pour trouver les causes de ces dépassements. Il a notamment fait appel à un prestataire (SAPOVAL) pour réaliser des expertises.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Nous fournir les résultats de la dernière analyse de recalage (à réception).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 12 : Stockage et traitement des déchets et sous-produits**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables.</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux.</p> <p>Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets sont pris en charge comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Saisies, soies, onglons AKIOLIS et ATEMAX,</li> <li>• curage STEP, lisiers et paille : épandage (à jour),</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• curage STEP, lisiers et paille : épandage (à jour),</li> <li>• autres déchets : bidons vides, palettes, cartons : déchetterie de Lacaune</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Nous fournir le contrat de prise en charge des "autres déchets" par la déchetterie de Lacaune.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des restrictions définies par la réglementation pour des motifs sanitaires, peuvent faire l'objet d'un épandage sur ou dans les terres agricoles :  les effluents, à l'exclusion des eaux-vannes, qui ont subi le prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté dès lors que l'exploitant ne possède pas de station d'épuration ; les boues produites et récupérées dans les dispositifs épuratoires situés en aval du dégrillage défini à l'article 26 du présent arrêté ; le lisier, avec ou sans litière, transformé ou non, ainsi que le contenu de l'appareil digestif séparé de l'appareil digestif conformément à la réglementation en vigueur.  Ne peuvent pas faire l'objet d'un épandage les sous-produits de l'abattage non transformés, y compris le sang ainsi que les matières récupérées en amont du prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté. Il s'agit des déchets arrêtés par les siphons de sol grillagés situés dans les locaux de travail, les déchets de dégrillage, les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement ainsi que les résidus bruts de dégraissage susceptibles de colmater les sols.  Pour les abattoirs de ruminants, ces matières sont soumises à destruction par incinération ou co-incinération. Dans les autres cas, ces matières peuvent être valorisées dans les installations autorisées conformément à la réglementation en vigueur.  Les épandages font l'objet d'une étude préalable comprise dans l'étude d'impact et répondent aux dispositions de l'arrêté du 17 août 1998 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
<b>Constats :</b>  L'établissement dispose d'un plan d'épandage à jour. Néanmoins, une plainte en date du 04 octobre 2024, fait état d'épandage comportant des soies. Les soies ne doivent pas être présentes dans les matières épandables. L'inspection a permis de constater que les soies sont stockées sous un hangar servant également au stockage des boues qui elles sont épandues. Les soies sont récoltées en tant que déchets par la Sté ATEMAX en tant que sous produits de catégorie 2 (document consulté sur place). L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en a conclu a une erreur ou une mauvaise manipulation lors du chargement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant nous a fait part de son intention de structurer le stockage des soies et des boues se trouvant sous le même hangar afin d'éviter les mauvaises manipulations.  
Nous faire parvenir tout élément nous permettant de justifier l'impossibilité d'effectuer toute erreur de chargement de matière non destinée à l'épandage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 14 : VLE Azote et phosphore**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeur limite eau

**Prescription contrôlée :**

Les flux d'azote et de phosphore respectent les dispositions suivantes :

a) Dispositions générales :

Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) : (Code SANDRE:1551)

30 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j.

Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote pour les installations nouvelles et 70 % pour les installations modifiées.

Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE:1350)

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j.

Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.

b) Dispositions particulières pour les rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible à l'eutrophisation telle que définie en application de l'article 6 du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales.

En plus des dispositions précédentes, l'arrêté d'autorisation, selon les niveaux de flux du rejet, les caractéristiques du milieu récepteur et les prescriptions relatives à la zone sensible à l'eutrophisation, impose les dispositions suivantes pour au moins un des deux paramètres en fonction du milieu récepteur :

Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote.

Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.

Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) : (Code SANDRE:1551)

15 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 150 kg/j ;

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal



ou supérieur à 300 kg/j.

Phosphore (phosphore total) : Code SANDRE:1350)

2 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 40 kg/j ;

mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est supérieur à 80 kg/j.

Pour l'azote, lorsque le procédé d'épuration mis en œuvre est un procédé biologique, les dispositions prévues au a et au b sont respectées lorsque la température de l'eau au niveau du réacteur est d'au moins 12°C. Cette condition de température peut être remplacée par la fixation de périodes d'exigibilité déterminées en fonction des conditions climatiques régionales.

Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées au a et au b.

#### Constats :

L'établissement dépend des SAGE du bassin Agout du 15/04/2014 et du SDAGE du 10/03/2022 (2022/2027).

Les fréquences d'analyse sont :

- DCO 24/an - 2 analyses/mois
- DBO5 12/an - 1/mois
- MES 24/an - 2 analyses/mois
- NTK 24/an - 2 analyses/mois
- PT 24/an - 2 analyses/mois

Les auto-contrôles effectués font apparaître des dépassements récurrents concernant les DCO demande chimique en oxygène, P. Total phosphore et NGL Azote :

- DCO 144 VLE MAXI 125 mg/l
- P TOTAL 5,91 VLE MAXI 2 mg/l
- NGL 23,38 VLE MAXI 15 mg/l

L'exploitant a procédé à la mise en route de l'aération dans les bassins tampon, mise en place d'une sonde O2 neuve, augmentation débit chlorure ferrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mise en place d'actions correctives permettant le respect des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 24/08/2004.

La SA TUELACAU traite les effluents de l'établissement VALTEC-FRANVIAL. Une convention est en cours de rédaction pour formaliser ce fonctionnement entre les deux entités.

Certains paramètres liés à l'activité de FRANVIAL (rubrique 2221- régime de l'enregistrement - arrêté ministériel du 23/03/2012) seront à rajouter au programme de surveillance de la STEP.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 15 : Déclaration des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit (origine et causes du phénomène, conséquences, mesures prises pour y parer et pour éviter qu'il ne se reproduise...) transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose des éléments concernant les incidents/accidents survenus sur le site. Néanmoins, il n'existe pas de registre listant ces événements.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Mettre en place un registre des incidents/accidents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois